RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL DE POITIERS

Chambre Sociale

ARRÊT DU 06 JANVIER 2016

Numéro d'inscription au répertoire général : 14/01094

Décision déferée à la Cour : Jugement au fond du 11 mars 2014 rendu par le Conseil de Prud'hommes de SAINTES.

APPELANTE :

Madame Frédérique M. épouse P.

née le 25 Novembre 1974 à [...]

de nationalité Française

Profession : Magistrat

Comparante

Assistée de Me Arnaud C., avocat au barreau de POITIERS

INTIMEE :

Madame Laurence M.

née le 29 Mars 1968 à [...]

de nationalité Française

Comparante

Assistée de Me Hubert H., avocat au barreau de BORDEAUX

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 10 Novembre 2015, en audience publique, devant la Cour composée de :

Monsieur Eric VEYSSIERE, Président

Madame Catherine KAMIANECKI, Conseiller

Monsieur Jean-Michel AUGUSTIN, Conseiller

qui en ont délibéré

GREFFIER, lors des débats : Madame Christine PERNEY

En présence de M. Frédéric C., Substitut Général

ARRÊT :

- CONTRADICTOIRE

- Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe de la Cour, les parties ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de procédure civile,

- Signé par Monsieur Eric VEYSSIERE, Président, et par Madame Christine PERNEY, Greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Faits-procédure-prétentions des parties

Par contrat à durée indéterminée en date du 5 octobre 2010 prolongeant deux contrats à durée déterminée successifs conclus entre le 19 avril et le 30 septembre 2010, madame Laurence M. a été engagée en qualité de secrétaire juridique par madame Frédérique M. exerçant la profession d'avocat à Saintes.

Le contrat de travail a fait l'objet de deux avenants en date du 16 juin 2011 et du 2 février 2012. Le premier instaurait au profit de Mme M. une rétrocession d'honoraires sur apport de clients nouveaux, le second portait sur l'organisation d'un temps partiel de la salariée et l'instauration d'une clause de non concurrence.

Le 3 février 2012, Mme M. a été placée en arrêt maladie.

Le 12 novembre 2012, le médecin du travail a émis en une seule visite pour danger immédiat un avis d'inaptitude de la salariée à tout poste de travail dans le cabinet de Mme M..

Par lettre du 26 décembre 2012, Mme M. a été licenciée pour inaptitude. La lettre de licenciement énonçait, par ailleurs, des faits fautifs commis par la salariée.

Mme M. a contesté l'avis d'inaptitude devant l'inspection du travail qui a confirmé la décision du médecin du travail.

Considérant que son inaptitude avait été causée par des faits de harcèlement moral, la salariée a saisi, le 8 avril 2013, le conseil de prud'hommes de Saintes aux fins de voir reconnaître l'existence d'un harcèlement moral, juger le licenciement sans cause réelle et sérieuse et condamner l'employeur à lui payer les sommes suivantes :

- 24.491,16 euros à titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse

- 15.000 euros à titre de dommages et intérêts pour harcèlement

- 331,80 euros au titre de l'indemnité de congés payés

- 255,58 euros au titre du remboursement des frais de formation Enadep à Bordeaux

- 2000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Par jugement du 11 mars 2014, le conseil de prud'hommes a jugé que Mme M. a été victime d'un harcèlement moral de la part de Mme M., a prononcé la nullité du licenciement et a condamné Mme M. à payer à Mme M. les sommes suivantes :

- 5000 euros à titre de dommages et intérêts pour harcèlement

- 10.000 euros à titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse

- 2000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Mme M. a régulièrement relevé appel du jugement.

Le 29 mars 2013, Mme M. a porté plainte auprès de la brigade de gendarmerie de Pons des chefs de vol et d'escroquerie à l'encontre de Mme M. et de son ancienne collaboratrice Me M..

En juillet 2013, elle a saisi des mêmes faits le doyen des juges d'instruction de Saintes sur plainte avec constitution de partie civile.

Le magistrat instructeur a déclaré la saisine de Mme M. irrecevable en l'absence de plainte préalable au parquet. Le 21 juillet 2013, Mme M. a déposé deux plaintes au parquet de Saintes pour des faits visant, notamment, Mme M.. En décembre 2013, le procureur de la République de Saintes a ouvert une enquête préliminaire confiée à la brigade de recherches, puis à la section de recherches de la gendarmerie.

Par arrêt du 18 mars 2015, la cour a sursis à statuer sur l'appel dans l'attente de la décision du procureur de la République et l'affaire a été renvoyée à une audience de plaidoiries fixée au 10 novembre 2015.

Le 30 avril 2015, le procureur de la République de Saintes a notifié à Mme M. une décision de classement sans suite.

Le 10 juin 2015, Mme M. a saisi le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Saintes de faits de vol et de recel qu'elle impute à Mme M..

Le 24 septembre 2015, madame le Procureur Général près la cour de céans a communiqué à la cour l'enquête préliminaire relative aux plaintes déposées par Mme M..

Par lettre du 29 septembre 2015, le président de chambre a invité les parties à prendre connaissance de ces documents en précisant qu'ils seraient débattus de façon contradictoire à l'audience.

Par conclusions enregistrées au greffe les 4 et le 9 novembre 2015 et développées oralement à l'audience, Mme M. demande à la cour de faire citer 10 témoins, et, à titre principal, in limine litis, de surseoir à statuer dans l'attente de l'issue de la procédure pénale qu'elle a engagée contre Mme M. devant le tribunal de grande instance de Saintes et avant dire droit, demander au parquet général de verser à la procédure les documents et actes confidentiels qui lui ont été remis par Mme S. et lui appartenant et, à titre subsidiaire :

- d'annuler le jugement entrepris sur le fondement de l'article 6 de la CESDH

- de débouter Mme M. de l'intégralité de ses demandes et de la condamner au paiement d'une somme de 50.000 euros à titre de dommages et intérêts, outre 7000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Dans ses écritures reçues au greffe le 2 novembre 2015 et reprises oralement à l'audience, Mme M. conclut à la confirmation du jugement en ce qu'il a reconnu l'existence d'un harcèlement moral, dit que son licenciement pour inaptitude était directement lié au harcèlement moral qu'elle a subi, jugé le licenciement nul de plein droit et dit que la rupture produisait les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Pour le surplus, elle sollicite de la cour qu'elle réforme le jugement et lui alloue les sommes réclamées en première instance, outre 5000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Le ministère public, présent à l'audience, a conclu oralement au rejet de la demande de sursis à statuer et à la confirmation du jugement.

Par courrier recommandé avec accusé de réception reçu au greffe le 8 décembre 2015, Mme M. a demandé à la cour de bien vouloir ordonner la prorogation du délibéré et le versement de nouvelles pièces aux débats.

Pour un plus ample exposé des faits, de la procédure et des moyens des parties, la cour renvoie au jugement déferé et aux conclusions des parties oralement reprises à l'audience.

Motifs de la décision

Sur la demande adressée par Mme M. en cours de délibéré

La demande adressée, le 8 décembre 2015, par Mme M. en cours de délibéré s'analyse en une note en délibéré.

Aux termes de l'article 445 du code de procédure civile, après la clôture des débats, les parties ne peuvent déposer aucune note à l'appui de leurs observations si ce n'est en vue de répondre aux arguments développés par le ministère public ou à la demande du président dans les cas prévus aux articles 442 et 444.

En l'espèce, les parties n'ont formulé à l'audience aucune observation à l'issue des réquisitions orales du ministère public et n'ont pas sollicité de pouvoir y répondre par une note en délibéré. Le président n'a pas, non plus, autorisé le dépôt de notes en délibéré. De plus, la demande de Mme M. procède d'une démarche personnelle faite indépendamment de son avocat mandaté pour la représenter devant la cour.

En conséquence, la cour n'a pas à répondre à une note en délibéré remise après la clôture des débats sur la seule initiative d'une partie.

Sur la demande de sursis à statuer

Mme M. expose qu'elle avait déposé une deuxième plainte pour vol, violation du secret professionnel, recel de vol et diffamation contre Mme M. et que cette plainte n'a pas été classée sans suite alors que l'enquête préliminaire avait établi l'existence de tels faits. Elle a été, en conséquence, contrainte de déposer une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Saintes ce qui justifie la demande de sursis à statuer. De plus, soutient-elle, de nouveaux éléments sont intervenus puisque, par lettre du 8 octobre 2015, Me S., avocate, lui a fait savoir qu'elle avait découvert que Mme M., suite à son départ de son cabinet, y avait laissé des documents confidentiels appartenant à Mme M..

A l'initiative de Mme M., ces documents ont été remis par Me S. à madame le Procureur général près la cour d'appel de Poitiers. Mme M. a adressé, le 28 octobre 2015, au procureur de la république de Saintes un courrier lui demandant de saisir le juge d'instruction de ces nouveaux faits.

Il résulte de l'enquête préliminaire versée aux débats que Mme M. a déposé deux plaintes au parquet de Saintes, le 21 juillet 2013. La première à l'encontre de Mme M. et d'autres personnes des chefs de fausses attestations, d'association de malfaiteurs, de complicité d'escroquerie, d'abus de confiance. La deuxième à l'encontre de Mme M. et d'autres personnes des chefs de vol, violation du secret professionnel, recel de vol et diffamation.

La brigade de recherches de la gendarmerie de Saintes et la section de recherches de la gendarmerie de Poitiers ont diligenté une enquête complète sur ces faits.

Contrairement à ce qui est soutenu par Mme M., le procureur de la République de Saintes a pris une décision de classement sans suite au regard de l'ensemble des faits dont il était initialement saisi. La cour est, donc, en mesure d'apprécier, au vu des éléments de l'enquête, la portée de ces

plaintes sur le présent litige sans qu'il soit nécessaire de prononcer une décision de sursis à statuer.

Dés lors, il importe peu que Mme M. ait déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction pour de tels faits.

De même, le courrier de Me S. imputant à Mme M. la rétention de documents ayant appartenu à Mme M. lorsqu'elle était encore avocat n'a pas, à supposer établie une infraction pénale, d'incidence directe ou indirecte sur les faits en cause dans le procès prud'homal.

La cour qui avait, dans sa précédente décision, sursis à statuer sur l'appel du jugement du conseil de prud'hommes de Saintes dans l'attente de la décision du procureur de la République estime, désormais, eu égard aux conclusions de l'enquête préliminaire, disposer des éléments suffisants pour trancher le litige au fond.

La demande de sursis à statuer sera, en conséquence, rejetée.

Sur la demande de nullité du jugement déferé

Mme M. soulève, *in limine litis*, la nullité du jugement déferé pour violation de l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et atteinte au principe d'impartialité au motif :

- que les convocations à l'audience n'ont pas été délivrées dans des délais normaux

- que le jugement mentionne sa comparution à l'audience de conciliation alors qu'elle se trouvait en stage à 800 km de Saintes

- que M. H., avocat honoraire, ancien associé de Me P., qui a cédé ses parts à Mme M., est membre de la section activités diverses qui a rendu le jugement. Or, Mme M. a porté plainte en 2009 contre Me P. pour harcèlement moral

- que la présidente de la formation du conseil de prud'hommes ayant rendu le jugement est l'associée politique de M. L. premier employeur de Mme M. en tant qu'avocat qui a été contrainte de démissionner du cabinet

- que le conseil de prud'hommes n'a pas fait droit à sa demande de délocalisation sur le fondement de l'article 47 du code de procédure civile.

Mme M. n'a pas répondu à ces moyens.

Aux termes de l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

En l'espèce, l'examen des pièces de la procédure devant le conseil de prud'hommes établit que Mme M. avait sollicité le report de l'audience de conciliation du 30 avril 2013 pour des raisons professionnelles dûment justifiées et que le bureau de conciliation a refusé de faire droit à cette demande sans motiver sa décision.

Dans ses écritures déposées le 21 août 2013 et le 21 janvier 2014 devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes de Saintes, Mme M. avait conclu que la procédure de conciliation préalable n'avait pas été respectée et que, dès lors, ce vice de forme entachait de nullité le jugement à intervenir.

Or, non seulement, le conseil de prud'hommes n'a pas, dans son jugement du 11 mars 2014, répondu à ce moyen sérieux mais a, surtout, mentionné de façon inexacte que les parties avaient comparu à l'audience de conciliation.

Ces manquements graves aux principes du contradictoire, de la loyauté des débats et de la sincérité des mentions énoncées dans les décisions de justice constituent une atteinte manifeste aux règles du procès équitable justifiant le prononcé de la nullité du jugement déféré, sans qu'il soit nécessaire de statuer sur les autres moyens.

La cour, saisie de l'entier litige par l'effet dévolutif de l'appel, évoquera l'affaire au fond.

Sur le harcèlement moral

Aux termes de l'article L.1152-1 du code du travail, aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Selon l'article L.1152-2 du code du travail, aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement moral et pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

L'article L.1154-1 du même code prévoit qu'en cas de litige, le salarié concerné établit des faits qui permettent de présumer l'existence d'un harcèlement et il incombe alors à l'employeur, au vu de ces éléments, de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs d'un tel harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement.

Mme M. expose que les relations avec Mme M. se sont dégradées à partir de septembre 2011 à l'occasion d'un changement de standard téléphonique qui avait rendu difficile l'accès au cabinet, ce qui avait suscité de la part de Mme M. de l'agressivité à son égard sur le moment et par la suite. Quotidiennement, soutient-elle, Mme M. la dénigrait, l'insultait, la rabaisait. Son époux qui passait régulièrement au cabinet lui faisait des remarques déplacées voire tendancieuses. En raison d'une souffrance psychologique intense liée au harcèlement qu'elle subissait, elle a dû consulter un médecin psychiatre en février 2012 qui lui a prescrit des arrêts de travail et des antidépresseurs pendant plusieurs mois. A l'issue des arrêts de travail, Mme M. a continué de la harceler. D'une part, elle l'a accusée d'être à l'origine de la disparition de documents et a porté plainte contre elle. D'autre part, elle lui a reproché de s'être volontairement mis en arrêt de travail et l'a dénoncée auprès de la caisse primaire d'assurance maladie.

A l'appui de ces allégations, Mme M. produit les attestations dont les auteurs ont, aussi, été entendus par la gendarmerie :

- Mme H. qui a travaillé dans le cabinet de Mme M. avec Mme M. atteste (pièce 11 de Mme M.) que le jour du changement de standard téléphonique, Mme M. a 'incendié' Mme M. au téléphone.

- Mme B. employée de Mme M. témoigne (pièce 10 de Mme M.) de ce que, à partir du mois d'avril 2011, Mme M. changeait fréquemment d'humeur, accusait les secrétaires dont Mme M. d'avoir perdu un dossier alors qu'il était sur l'étagère de son bureau ou leur demandait d'accomplir des tâches d'ordre juridique ou comptable pour lesquelles elles n'avaient aucune compétence. Mme B. indique, par ailleurs, que le mari de Mme M. venait régulièrement au cabinet la traitant ainsi que Mme M. de nulles. Lors de son audition par les enquêteurs de la brigade de recherches de la gendarmerie, Mme B. a déclaré que Mme M. avait dit à Mme M. qu'elle était bête et a expliqué que, comme Mme M., elle embauchait le matin la peur au ventre et elle débauchait le soir en pleurant car Mme M. pouvait 'lui en mettre plein la figure' et que ce contexte de travail malsain l'avait conduite à un arrêt de travail pour dépression.

- Mme Le G., secrétaire au cabinet de Mme M., indique (pièce 9 de Mme M.) qu'elle a constaté de la part de cette dernière et de son mari des propos injurieux envers Mme M. tels que : 'M. ne sait pas s'habiller, elle s'habille en pute, elle n'arrêtait pas de bouffer, elle était sale, elle devrait dire qu'elle ne veut pas bosser au lieu de se mettre en arrêt maladie, elle ne trouvera plus de boulot, la pute de M. a un gros cul, elle est moche...'. Mme Le G. ajoute que Mme M. avait demandé à sa collègue de faire une attestation selon laquelle il n'y aurait pas de harcèlement moral au bureau et qu'elle avait dit à une autre secrétaire : 'j'ai bien réfléchi, je vais licencier la salope de M., je vais voir sur quoi je peux la licencier...'. Le mari de Mme M., M. P., lui avait dit : 'si un jour, je vous vois parler à la M. sur un parking ou autre, je vous fais virer tout de suite, ce n'est pas une fréquentation à avoir.'

- Mme R., ex employeur de Mme M., atteste (pièce 8 de Mme M.) en ces termes :

'Laurence M., mon amie, s'est confiée à moi lorsque je lui ai demandé de le faire. Oui, Laurence ne se confie pas facilement. Mais, moi je la voyais de plus en plus mal. Je lui ai demandé pourquoi. Elle pleurait tout le temps. Je lui ai posé des questions sur son travail. Très professionnelle, elle n'osait pas me parler des relations plus que difficiles entre elle et sa patronne, Frédérique M.. J'ai compris très vite qu'il y avait un gros problème. Frédérique M. avait voulu employer Laurence en tant que secrétaire dans son cabinet malgré sa méconnaissance du droit. Très honorable de sa part, sauf que sa gentillesse s'est vite transformée en dictature pressante envers Laurence. Et, oui, une simple secrétaire ne peut devenir une assistante juridique parfaite en si peu de temps. D'ailleurs, Laurence a dû commencer une formation pour apprendre ce métier. Malheureusement, cela n'a pas suffi à calmer les tensions et Laurence est tombée dans la dépression avec beaucoup de pressions. Pendant son congé maladie, Laurence avait la peur au ventre en permanence. Alors, elle restait chez elle en pyjama dans son lit ou derrière l'ordinateur. Elle ne voulait pas sortir, se sentant menacée. Frédérique M. a la folie des SMS, elle en envoyait même la nuit. Laurence est une femme travailleuse, sérieuse et très à l'écoute. On se lie facilement d'amitié avec elle. Comme je connaissais le tempérament un peu volcanique de F. et la sensibilité de mon amie Laurence, j'ai conseillé à F. de ne pas mélanger le travail et l'amitié. Elle ne m'a pas écouté et l'atmosphère s'est vite assombrie. Pendant l'arrêt maladie de Laurence,

F. a tout tenté pour lui nuire et indirectement à moi aussi. Elle a voulu faire croire à la caisse d'assurance maladie que Laurence travaillait de nouveau pour moi...je n'ai jamais rien dit de mal sur F. mais je trouve qu'elle abuse vraiment de son statut d'avocat. Non, elle n'a pas tous les droits et surtout pas celui de harceler moralement Laurence.'

Le mari de Laurence M., M. Olivier M., affirme (pièce 6 de Mme M.) qu'il a acheté une bombe lacrymogène à sa femme et à sa fille en cas de menace physique de Mme M. et de son époux et qu'il avait constaté le changement d'humeur de sa femme avant son arrêt maladie en raison de l'attitude de Mme M. qui l'humiliait, lui faisait faire des faux dans les dossiers et ne respectait jamais les horaires de travail ou la payait en retard, et pendant son arrêt maladie, lui faisait du chantage aux indemnités journalières, l'avait dénoncée à l'assurance maladie et avait recruté des détectives privés qui se cachaient dans leur village.

Mme Le G., a confirmé devant les gendarmes (pièce 18 de l'enquête préliminaire) que Mme M. avait engagé un détective privé pour surveiller Mme M. pendant son arrêt maladie et qu'elle lui avait dit qu'elle allait mettre les renseignements généraux sur le coup car elle pensait que Mme M. travaillait pour son ancienne collaboratrice, Me M., et qu'en tout état de cause, elle allait 'la fumer'. Mme Le G. a, en outre, déclaré aux enquêteurs que Mme M. se servait de ses clients pour faire de faux témoignages. Ces déclarations corroborent le témoignage de M. M..

Conformément aux allégations de Mme M. et des déclarations de son époux, l'enquête préliminaire a mis en évidence un acharnement procédural de la part de Mme M. pour contester l'arrêt de travail pour maladie de Mme M.. En effet, Mme M. qui avait lu, par transparence, l'empreinte qui marquait le volet de l'arrêt de travail qui lui était destiné en qualité d'employeur indiquant comme motif de l'arrêt des faits de harcèlement, a, ainsi :

- dénoncé à l'ordre des médecins le docteur P., médecin traitant de Mme M., en l'accusant d'avoir rédigé des certificats médicaux et des arrêts de travail de complaisance

- dénoncé Mme M. à la caisse primaire d'assurance maladie en laissant entendre qu'elle exerçait une activité professionnelle pendant ses arrêts de travail

- contesté la décision de la médecine du travail ayant prononcé l'inaptitude de Mme M. devant l'inspection du travail

- mandaté un cabinet de détective privé pour suivre Mme M.

- écrit à Mme M., le 23 juillet 2012, qui avait sollicité des documents administratifs au titre de son arrêt de travail, qu'il n'était pas utile qu'elle s'emploie à perdre son temps dans des considérations inutiles et des futilités qui viendraient grever inutilement son temps et son budget.

Or, ainsi que l'ont relevé les enquêteurs (procès-verbal de synthèse de la section de recherches de la gendarmerie et feuillets 3 à 7 du procès-verbal d'investigations) ces dénonciations ou plaintes n'ont pas été suivies d'effet, le cabinet de détective privé a rendu un rapport ne faisant état d'aucune fraude et l'inspection du travail a confirmé l'avis d'inaptitude de Mme M. rendu par le médecin du travail.

Le docteur R., psychiatre, certifie (pièce 7 de Mme M.) avoir examiné régulièrement Mme M. depuis le mois de février 2012 et avoir constaté un tableau persistant de souffrances psychologiques et de manifestations paroxystiques d'angoisse aiguës justifiant un traitement antidépresseur non négligeable et différents arrêts de travail depuis le début de l'année. Le médecin écrit : 'selon les déclarations de Mme M., ce tableau de souffrance psychologique est intimement lié à un climat particulièrement délétère qui régnerait dans son milieu de travail excluant toute possibilité de réintégration. J'atteste que les déclarations répétées de Mme M. au cours des différents examens sont dénuées de contradiction et de tout signe évident permettant de douter de sa crédibilité. Je certifie, par ailleurs, que Mme M. n'avait jamais présenté au préalable de problèmes psychologiques.'

Malgré les résultats négatifs obtenus suite à ces différentes plaintes, Mme M. a poursuivi Mme M. de sa vindicte en lui écrivant, le 24 décembre 2012, à l'issue de l'avis d'inaptitude, le courrier suivant (feuille 5 du procès-verbal d'investigation) : 'suite au départ d'une collaboratrice du cabinet, vous vous êtes volontairement placée en arrêt maladie à la date du 6 février 2012 et vous avez rompu toute communication avec le cabinet...'

De même, le 26 décembre 2012, Mme M. a notifié à Mme M. son licenciement pour inaptitude et pour faute grave en raison, notamment, d'une dénonciation calomnieuse de faits de harcèlement moral. Mme M. a, ainsi, méconnu, les dispositions de l'article L 1152-2 du code du travail selon lesquelles aucune personne ne peut-être licenciée pour avoir subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement ou pour avoir relaté de tels agissements. Or, à la date du licenciement, Mme M. n'avait ni porté plainte contre son employeur pour de tels faits ni saisi le conseil de prud'hommes d'une demande au titre du harcèlement. Elle avait, seulement, évoqué cette situation lors de l'enquête diligentée par l'inspection du travail dans le cadre du recours exercé par Mme M.. Celle-ci savait, alors, de surcroît, que les procédures engagées contre Mme M. au sujet de la validité des arrêts de travail n'avaient pas abouti.

Il résulte de l'ensemble de ces éléments, pris ensemble, que ces faits laissent présumer l'existence d'un harcèlement dès lors que Mme M. a dénigré et humilié Mme M. au cours de l'exécution de son contrat de travail et a exercé des pressions anormales sur la salariée de nature à porter atteinte à ses droits et à altérer sa santé pendant la période de suspension du contrat de travail en recourant à des moyens déloyaux.

Mme M. oppose, en premier lieu, le fait que Mme M. se contredit en prétendant que le harcèlement aurait débuté en septembre 2010 alors qu'elle a signé en septembre 2010 un nouveau contrat à durée déterminée et un contrat à durée indéterminée en octobre 2010 et qu'en 2011, Mme M. lui a adressé des cartes postales affectueuses. Elle ajoute pour démontrer sa bonne foi qu'elle a accepté un réaménagement du temps de travail de Mme M. fin 2011 et qu'elle lui a rendu service gratuitement au cours d'une procédure devant le TI de Jonzac.

Mme M. ne conteste pas ces faits et a toujours soutenu que le début de la relation de travail s'était bien passé. Elle estime que ses conditions de travail se sont dégradées à partir du mois de septembre 2011. Par ailleurs, les témoins entendus dans le cadre de l'enquête préliminaire ont précisé que Mme M. alternait les phases de gentillesse et d'agressivité et de débordements, son ancienne secrétaire Mme P. qui a, pourtant, témoigné en sa faveur, décrivant, à cet égard, une personnalité bi-polaire. L'argument de Mme M. est donc inopérant pour prouver que ses agissements ne sont pas constitutifs d'un harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement.

En second lieu, Mme M. fait valoir que Mme M. a connu en 2011 des difficultés personnelles et familiales importantes (un procès civil en cours, la pose d'un anneau gastrique et une thérapie familiale) qui expliqueraient, selon elle, sa dépression. Mais, cette allégation n'est étayée par aucun élément de preuve et, à supposer établie une quelconque fragilité psychologique de Mme M. ce qui est démenti par le docteur R., celle-ci ne pourrait en rien caractériser un élément objectif étranger à tout harcèlement.

Mme M. soutient, en troisième lieu, que les agissements dénoncés par Mme M. ne sont ni réels ni sérieux et s'inscrivent dans un contexte de tensions avec sa collaboratrice, Me M. qui a quitté le cabinet fin 2011 et s'est installée dans la même rue à Pons en tentant de détourner sa clientèle. Mme M. a, selon elle, voulu rejoindre Me M., s'est mise en arrêt de travail, a coupé toute relation avec le cabinet et n'a pas hésité à s'afficher en public avec Me M. pour qui elle prospectait des clients. Cela, soutient-elle, explique sa réaction tendant à contester les arrêts de travail. Mais, ainsi que la cour l'a précédemment relevé, les arrêts de travail de Mme M. étaient justifiés par un état dépressif réactionnel avéré et les conclusions de l'enquête préliminaire sont très nettes sur les relations entre Mme M. et Me M. en ce qu'il n'a été constaté aucune collusion entre elles au détriment de Mme M., même si Mme M. avait pu confier à des tiers qu'elle aurait souhaité travailler avec Me M. qu'elle appréciait. Il convient d'observer, à cet égard, que Mme M. a porté plainte pour cette supposée entente frauduleuse entre Me M. et Mme M., du chef d'association de

malfaiteurs ce qui caractérise non seulement, une erreur manifeste d'appréciation sur cette qualification juridique de la part d'un avocat, mais, surtout, un abus de droit destiné à nuire aux personnes visées. De surcroît, Mme M. persiste à invoquer les témoignages de Mme F. et de M. F. qui attesteraient de cette connivence (ses pièces 23 et 24) alors que d'une part, Mme P., ex secrétaire de Mme M., a reconnu devant les enquêteurs (pièce 25 de l'enquête préliminaire) que M. J., client de Mme M., avait établi, à la demande de celle-ci, une attestation contre Mme M., moyennant une ristourne sur les honoraires d'avocat et d'autre part, que le couple F./F. a déclaré aux enquêteurs que l'époux de Mme M., M. P., leur avait demandé de rédiger une attestation contre Mme M. dont ils savaient que le contenu était inexact.

Il en résulte que Mme M. associant de façon erronée le sort de Me M. et de Mme M., a déclenché les représailles décrites plus haut à l'encontre de cette dernière, accentuant, ainsi, le processus de harcèlement tout en recourant, par ailleurs, à des manoeuvres susceptibles de revêtir une qualification pénale pour s'en exonérer de sorte que ces circonstances ne peuvent constituer des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement de nature à justifier son comportement.

En quatrième lieu, Mme M. verse aux débats de nombreuses attestations de clients et celles de deux ex salariées (ses pièces 74 à 96) faisant état d'une bonne ambiance dans le cabinet d'avocat et du comportement respectueux de Mme M. à l'égard du personnel, dont Mme M.. Les témoignages des clients qui se déplaçaient épisodiquement au cabinet d'avocat et qui émettent en des termes généraux un avis sur la gentillesse et sur le caractère attentionné de Mme M. ne sont pas suffisamment circonstanciés pour rendre compte des relations précises entre les deux intéressées qui ont, au surplus, évolué dans le temps comme exposé plus haut, notamment par Mme R. qui évoque, même, une relation amicale entre l'employeur et la salariée durant la première période de leur collaboration. Il en est de même de l'attestation de Mme B., délivrée, tant à titre d'ancienne salariée que de cliente du cabinet (pièces 84 et 108) qui se borne à affirmer que Mme M. était un bon employeur.

Si, Mme P. qui a travaillé comme secrétaire dans le cabinet de Mme M. atteste ne pas avoir été témoin de faits pouvant justifier les accusations de harcèlement moral portées par Mme M. à l'encontre de Mme M. et que leurs relations ont toujours été en adéquation avec le travail du cabinet, ce témoin a, néanmoins, fait part aux enquêteurs du caractère bipolaire de Mme M. rendant son humeur très versatile et suscitant des débordements dont elle ne s'offusquait pas personnellement contrairement aux autres secrétaires. Mme P., tout en reconnaissant les excès du comportement de Mme M. n'en tire pas les mêmes conséquences que Mme M. et ses collègues de travail. Mais, surtout, elle ne fait nullement référence à l'acharnement procédural dont a été victime Mme M. de façon injustifiée pendant la suspension de son contrat de travail.

Il découle de ce qui précède que l'ensemble de ces témoignages ne constituent pas des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement de nature à justifier le comportement de Mme M.. La

demande faite six jours avant l'audience de plaidoiries par Mme M. en vue d'obtenir de la cour qu'elle entende ces témoins sera, en conséquence, écartée.

En cinquième lieu, Mme M. conteste l'existence d'un lien de causalité entre les arrêts de travail et les prétendus faits de harcèlement. Elle expose, notamment, que les arrêts de travail dont Mme M. a bénéficié au cours de l'année 2012 ne sont pas produits aux débats et que l'ordonnance d'antidépresseurs délivrée en mars 2012 n'a pas été renouvelée. Il doit être rappelé que malgré les multiples dénonciations ou recours de Mme M. sur la sincérité des arrêts de travail, ceux-ci ont été validés par la caisse primaire d'assurance maladie étant précisé que l'enquête préliminaire n'a mis en évidence aucune fraude commise, à cet égard, par Mme M..

C'est Mme M., elle-même, qui s'est emparée du motif du harcèlement en lisant par transparence l'empreinte laissée sur l'exemplaire de l'arrêt de travail qui lui était destiné et dont par souci du respect du secret médical, elle n'aurait pas dû chercher à prendre connaissance. En tout état de cause, l'attestation détaillée du docteur R. déjà citée, la déclaration d'inaptitude pour danger immédiat prononcée par le médecin du travail et la décision de l'inspection du travail indiquant explicitement que l'avis d'inaptitude était motivé par l'état des relations professionnelles entre Mme M. et Mme M. établissent l'origine liée au harcèlement de ces arrêts de travail, peu important le renouvellement ou pas d'une ordonnance d'antidépresseurs, étant observé que l'attestation d'un pharmacien de Saintes (pièce 143) certifiant que l'ordonnance n'a pas été renouvelée, a été rédigée et versée aux débats en violation du secret médical et ne peut, en conséquence, être retenue par la cour.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, la cour considère que le harcèlement moral subi par Mme M. est établi.

Les circonstances du harcèlement et les séquelles d'ordre psychologiques en résultant justifient qu'il soit alloué la somme de 5000 euros à Mme M. en réparation de son préjudice.

Sur le licenciement

Aux termes de l'article L 1152-3 du code du travail, toute rupture du contrat de travail en méconnaissance des dispositions des articles L 1152-1 et L 1152-2, tout disposition ou acte contraire est nul.

En l'espèce, la cour a, par les motifs ci-dessus énoncés, retenu que Mme M. avait licencié Mme M. d'une part, pour faute en lui reprochant, à tort, d'avoir dénoncé des faits de harcèlement moral

et commis des infractions pénales et d'autre part, pour inaptitude alors que celle-ci avait pour origine des agissements de harcèlement.

Il s'ensuit que ce double motif de licenciement a méconnu les dispositions des articles L 1152-1 et L 1152-2 du code du travail et que la nullité du licenciement doit, en conséquence, être prononcée.

Au regard des circonstances de la rupture, de l'ancienneté de la salariée dans le cabinet d'avocat et de ses capacités à retrouver un emploi, il y a lieu d'accorder à Mme M. la somme de 10.000 euros à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice résultant de la rupture abusive du contrat de travail y compris les frais de formation à l'ENADEP.

Sur les autres demandes

Mme M. sollicite la somme de 331,80 euros à titre d'indemnité de congés payés. Elle ne justifie pas, cependant, du bien fondé de cette créance. Sa demande sera, en conséquence, rejetée.

L'équité commande d'allouer à Mme M. la somme de 3000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Mme M., partie perdante, sera condamnée aux dépens de première instance et d'appel.

PAR CES MOTIFS

LA COUR

Rejette la demande de sursis à statuer et la demande d'audition de témoins formées par Mme M. ;

Prononce la nullité du jugement déféré ;

Statuant à nouveau par l'effet dévolutif de l'appel :

Dit que Mme M. a été victime de harcèlement moral ;

Déclare nul le licenciement de Mme M. ;

Condamne Mme M. à payer à Mme M. les sommes suivantes :

- 5000 euros à titre de dommages et intérêts pour harcèlement moral

- 10.000 euros à titre de dommages et intérêts pour licenciement nul

- 3000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

Condamne Mme M. aux dépens de première instance et d'appel.

LE GREFFIER, LE PRESIDENT,